n° 22

CAMPUS FRANCE

Les Dossiers

Septembre 2014

CAMPUS FRANCE
campusfrance.org

Russie

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE
LA RECHERCHE

Avant-propos

Le paysage scientifique et universitaire russe, bouleversé après la chute de l'Union Soviétique et en perpétuelle évolution depuis le début des années 2000, se stabilise aujourd'hui autour de deux grandes tendances : internationalisation et constitution de pôles d'excellence, thématiques ou régionaux. Ce nouveau paradigme rend l'environnement universitaire très compétitif mais offre également de belles opportunités de coopération aux établissements étrangers.

Dans ce cadre, la France, devenue le **3e pays de destination des étudiants russes en 2012 et 1ère en termes de doubles diplômes**, est bien positionnée : le système universitaire français bénéficie d'une véritable attractivité et d'une solide réputation en sciences humaines et sociales et en économie-management, et peut faire valoir des atouts qui importent au public étudiant russe (qualité de vie, quasi-gratuité des études).

Toutefois, il faut prendre en compte la concurrence d'autres pays (Allemagne, anglo-saxons et scandinaves), qui développent leur offre sur des créneaux aujourd'hui porteurs, comme l'enseignement en anglais notamment en sciences exactes et de l'ingénieur ; or les étudiants russes ne pensent pas spontanément à la France sur ces créneaux.

Dans ce contexte, l'Ambassade de France en Russie met en œuvre une politique ambitieuse de coopération scientifique et universitaire, considérée comme une des priorités de la relation bilatérale. Le 31 octobre 2013, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, en visite à l'Université d'État de Moscou Lomonossov, a ainsi souligné que « **notre intérêt réciproque est d'ouvrir de nouvelles possibilités dans les sciences exactes, les sciences de l'ingénieur, les sciences humaines, autant de disciplines où nos deux pays excellent […] en favorisant le développement des relations entre nos régions qui se caractérisent souvent par un potentiel scientifique remarquable ».**

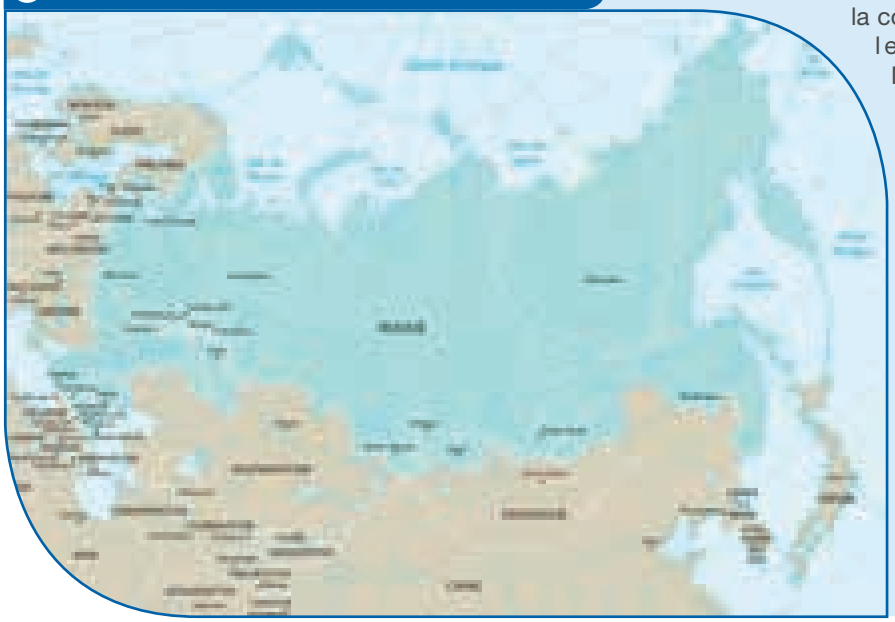
Dans cette optique et afin de faciliter la mobilité réciproque, les gouvernements des deux pays mettent la dernière main à un accord bilatéral de reconnaissance mutuelle des diplômes et des cursus, qui couvrira tous les niveaux d'études, du baccalauréat au Doctorat, et permettra la reconnaissance des spécificités du système des grandes écoles françaises. De même, sur le volet recherche, les deux pays ont décidé de renforcer leurs instruments financiers de coopération par la mise en place d'un partenariat Hubert Curien qui devrait voir le jour en 2015, pour élargir les possibilités offertes aux chercheurs des deux pays.

L'Ambassade de France en Russie consacre également une part importante de ses moyens (bourses, missions, invitations) à promouvoir l'offre française en sciences de l'ingénieur et à favoriser les coopérations en termes de formation et de recherche dans les secteurs de technologies avancées (aéronautique, spatial, transports ferroviaires, énergie, technologies de l'information et de la communication, agro-ingénierie…).

Si actuellement les Espaces Campus France de Moscou et de Saint-Pétersbourg concentrent à eux seuls 70 % des départs en mobilité vers la France, la conquête des régions, où existe un fort potentiel encore inexploité, est une démarche essentielle pour soutenir le rayonnement universitaire et scientifique français sur le long terme. Pour ce faire, la coopération avec la Russie s'appuie sur les Espaces Campus France à Novossibirsk, Samara et Ekaterinbourg et sur un réseau complémentaire de 25 points d'information auxquels s'ajoutent depuis les lecteurs de français à la rentrée 2014. **Le Transsibérien des écoles et universités françaises, organisé par Campus France à l'automne 2014, permettra à la France d'augmenter sa visibilité dans les régions les plus dynamiques de Russie, et de renforcer ainsi la coopération entre les deux pays**.

Guillaume Garreta et Fanny Saada, attachés de coopération universitaire Ambassade de France en Russie

La Russie dans son environnement régional



Journée Russie
Campus France

Sommaire

RUSSIE

INTRODUCTION

4 **Données géographiques, démographiques et économiques ; éléments de contexte politico-économique**

PARTIE 1

6 **L'enseignement supérieur en Russie**

1. Présentation du système d'enseignement supérieur russe
2. Organisation des études

PARTIE 2

9 **L'internationalisation de l'enseignement supérieur russe**

1. La Russie, pays d'accueil et d'envoi des étudiants internationaux
2. Les actions de promotion des principaux pays d'accueil des étudiants russes

PARTIE 3

13 **Le dispositif d'attractivité de la France**

1. La mobilité des étudiants russes vers la France
2. Campus France en Russie
   > Les résultats de l'enquête Campus France - TNS Sofres sur les étudiants russes
   > Témoignage d'une étudiante russe, boursière du gouvernement français

PARTIE 4

19 **La coopération universitaire et scientifique franco-russe et ses perspectives**

1. La francophonie et le réseau de coopération en Russie
2. Les coopérations existantes avec les établissements d'enseignement supérieur français
   > Témoignage de Vladimir An, Coordinateur pour la coopération avec la France, Université polytechnique de Tomsk (TPU)
   > Témoignage d'Iana Klementovitchous, Directrice de l'École Supérieure d'Économie, Université d'État d'Économie de Saint-Pétersbourg
3. Les perspectives

Informations clefs

Données géographiques[1]

Superficie :	**17 millions km²**
Capitale :	**Moscou**
Langue nationale :	**russe**

Données démographiques

Population (2013) [2] :	**142 800 000**
Population urbaine (2011) [2] :	**74 %**
Densité de la population (2013) [2] :	**8,4 hab/km²**
Croissance démographique (/2008) [2] :	**-2,8 %**
Espérance de vie (2013) [3] :	**70 ans**
Taux de fertilité (naissances/femme) [4] :	**2**
Taux de natalité (2012) [5] :	**11 ‰**
Population 0 à 14 ans [2] :	**16 %**
Population 15 à 24 ans (2012) [6] *(projection 2030)* :	**11,5 %** *(12,4 %)*
Age médian [3] :	**38,8 ans**
Taux d'inscription dans le supérieur [2] :	**76 %**
Indice de développement humain (rang IDH/186 pays) [7] :	**55e**

Données économiques

PIB (est. 2012) [2] (évolution /2007) :	**2 015 Mds US$** (+55 %)
Rang PIB [2] :	**8e rang**
PIB / Habitant [2] *(2012 / Monde 10 700 US$)* :	**15 717 US$**
Taux de croissance PIB [8] (2013) :	**1,4 %** ↘
Taux de chômage (2013) [4] :	**5,7 %** →
Taux de chômage < 25 ans (2013) [4] :	**15,5 %** ↗
Population sous le seuil de pauvreté (2011) [3] :	**12,1 %**
% de richesse des 10 % les plus riches (2009) [3] :	**32 %**
Dette publique/PIB [2] (2013) :	**14,1 %**
Déficit/Surplus Budgétaire /PIB [9] (2013) :	**-0,1 %**
Taux d'inflation (est. 2013) [4] :	**6,7 %**
Balance commerciale (2012) [4] :	**61 Mds US$**
Balance des paiements (2013) [4] :	**33 Mds US$** ↘
Indice de corruption (rang/177 pays) [10] :	**127e**
Secteurs d'activité dans le PIB (2013) [2] :	Services : 60,1 %, Industrie : 36,0 %, Agriculture : 3,9 %
Rang France / Fournisseurs (2013) :	**8e (4,1 %)**
Exportations France -> Russie :	**7,7 Mds €** ↘
Importations France <- Russie :	**110,6 Mds €** ↘

Sources : (1) http://www.diplomatie.gouv.fr ; (2) Banque Mondiale ; (3) CIA WorldFactbook ; (4) FMI ; (5) www.cia.gov ; (6) Nations Unies ; (7) PNUD ; (8) Gouvernement Russe ; (9) www.diplomatie.gouv.fr ; (10) *Transparency International*

La Russie : éléments de contexte politico-économique

Un pays aux multiples ressources

À la jonction de l'Europe et de l'Asie, la Russie est un territoire immense (33 fois la France), avec une large partie sibérienne faiblement peuplée. C'est un pays de grandes agglomérations : 74 % des Russes vivent en zone urbaine et le pays compte 15 villes de plus d'un million d'habitants, ce qui pose des problèmes récurrents d'infrastructures vieillissantes, de transports ou de logements.

Forte de ses 143 millions d'habitants, la Russie est le 9e marché national mondial pour un PIB de plus de 1 600 milliards d'Euros.

La puissance de l'économie russe repose avant tout sur ses importantes ressources naturelles qui représentent 70 % de ses exportations. Elles forment la base de sa stratégie d'influence régionale, en servant d'éléments d'attraction des pays de la zone ou de moyens de pression.

Ainsi, premier exportateur mondial de gaz et de pétrole (2e producteur), le pays dispose également de richesses minières et naturelles à la fois nombreuses et diversifiées : or, diamant, nickel, cobalt, bois… Revers de la médaille, la santé de l'économie russe est étroitement corrélée au cours des matières premières.

La Russie reste un pays majeur dans ses domaines traditionnels : métallurgie, spatial, armement, nucléaire etc., cependant le secteur des services (télécommunications, finance, distribution) a également nettement progressé.

Après la dislocation du bloc des pays socialistes et l'ouverture à l'économie de marché, le pays a suscité un intérêt marqué des investisseurs et des entrepreneurs, mais le poids encore très important de l'État dans l'économie (le secteur public représente environ 40 % du PIB) et le manque de transparence des affaires ont freiné cet élan. A noter que si les flux d'investissements ont été favorisés par la convertibilité du rouble et la disparition du contrôle des changes, ces flux d'IDE sont pour moitié issus ou dirigés vers des zones off-shore.

Néanmoins, malgré ces difficultés, la Russie a su profiter d'une forte croissance de 2000 à 2008. La crise financière puis économique mondiale ont brusquement stoppé cet élan en 2009, avec une forte récession (-9 %).

Le gouvernement russe a réagi en relançant un vaste plan de privatisations et de grands chantiers dans l'optique des Jeux Olympiques de Sotchi de 2014 et de la Coupe du monde de football en 2018. Une vitrine exceptionnelle pour la Russie mais aussi un coup de projecteur sur ses dysfonctionnements dans la gestion des fonds publics.

Des tensions internationales sources de perturbations

Les grands indicateurs macro-économiques restent au vert : balance commerciale structurellement excédentaire, importantes réserves de changes, inflation sous contrôle, décrue du chômage, dette publique minimale (14,1 % du PIB).

À l'inverse, certains voyants s'allument : croissance en recul (1,4 % en 2013), fléchissement de la consommation privée, tensions inflationnistes, ralentissement des crédits, vieillissement des infrastructures d'extraction et de transport, productivité très faible. Pays à la population vieillissante, la Russie devrait voir sa population active diminuer de 5 % à 7 % dans les 8 prochaines années, expliquant un intérêt pour la main d'œuvre de ses voisins.

Si la Russie peut s'appuyer sur ses réserves de change et une faible dette publique pour soutenir son économie par la demande intérieure, la sortie de crise semble encore éloignée. Sous l'impulsion de son dirigeant, elle ne cache pas sa détermination à réaffirmer sa puissance régionale sur les pays de l'ancien bloc soviétique, mettant en avant la défense de ses intérêts nationaux et la protection des populations russophones à ses frontières. C'est dans ce contexte que la Russie annonce en juin 2013 une augmentation de 60 % de ses dépenses militaires sur 3 ans. La crise ukrainienne qui se déclenche en novembre 2013 engendre une escalade des tensions opposant la Russie aux États-Unis et à l'Union européenne. Les sanctions occidentales adoptées au printemps et à l'été 2014 visent les intérêts stratégiques de la Russie, l'industrie pétrolière et le secteur financier. Malgré les tentatives de minimisation de la part des autorités russes, elles font craindre un ralentissement sur le long terme des échanges, des investissements directs à l'étranger (IDE) dans le pays, avec leurs conséquences sur l'économie russe déjà affaiblie par la crise.

Ces tensions politiques mettent un coup de frein au développement de la coopération engagée avec l'Europe. Si la Russie a intégré l'OMC en 2012, elle se tourne vers la zone Asie-Pacifique. La construction d'une Union eurasiatique pour 2015 avec la Biélorussie et le Kazakhstan en est l'illustration, un projet affaibli par la défection de l'Ukraine qui devait en être un partenaire majeur.

Dans ce contexte défavorable, la France a néanmoins préservé en 2013 son 8e rang de fournisseur de la Russie avec 4,1 % de parts de marché (aéronautique, pharmacie, cosmétique, luxe) et reste 9e investisseur en stock (le second si l'on exclut les investissements provenant de zones à fiscalité attractive), mais les échanges commerciaux ont reculé, passant en un an de 21 Mds € à 18,3 Mds € (-13 %).

PARTIE 1

L'enseignement supérieur en Russie

1. Présentation du système d'enseignement supérieur russe

L'enseignement supérieur russe, mis à mal par la période de transition qui a suivi l'éclatement de l'URSS, a profondément évolué ces dernières années. Les universités russes doivent encore faire face à des défis hérités de cette période et font l'objet de réformes régulières depuis deux décennies. **Ces réformes s'inscrivent dans une stratégie globale de modernisation du pays et de diversification de l'économie** fortement dépendante de la rente énergétique, en renforçant le secteur de l'innovation et des hautes technologies. Les grands axes de cette politique, accentuée en 2009, portent sur l'internationalisation de l'enseignement, la fusion et la concentration des établissements d'enseignement supérieur (EES) pour atteindre une masse critique, la prise en compte de la révolution numérique et l'adoption de critères d'efficacité, voire de rentabilité.

Une réforme lancée par le président Medvedev à l'automne 2009, plus ambitieuse et plus profonde que les précédentes, a conduit à des créations d'établissements par regroupements (fusions et absorptions) et à une nouvelle classification des universités.

L'Université d'État de Moscou Lomonossov (MGU) et l'Université d'État de Saint-Pétersbourg (SPbGU)

En raison de leur enracinement historique, de leur prestige, de leur excellence et de leur taille, elles bénéficient d'un statut particulier qui leur donne le droit de délivrer leurs propres diplômes et de définir leurs propres standards d'enseignement reconnus par l'État. Ce sont les deux seuls EES russes à figurer dans le « classement de Shanghai » en 2014, respectivement à la 84e place et dans la dernière centaine.

Les universités fédérales

Elles sont actuellement au nombre de 9, toutes publiques, et ont été créées entre 2007 et 2009, en rassemblant plusieurs établissements régionaux d'enseignement supérieur, le plus souvent autour de l'université d'État généraliste de la capitale régionale. Ces créations ont obéi à des principes politiques et administratifs d'aménagement du territoire. Elles ont vocation à couvrir les besoins des régions en cadres qualifiés et en chercheurs, et sont censées représenter les pôles d'enseignement et recherche des 8 districts fédéraux russes. L'attribution (à titre permanent) du label « université fédérale » est assortie d'une forte hausse des financements fédéraux (143 millions d'euros sur 5 ans s'ajoutant au financement annuel de base). Elles ont un programme de développement sur dix ans (2018-2019).

Les universités nationales de recherche : pour un rapprochement entre la recherche et l'enseignement

Les universités nationales de recherche (UNR), label d'apparition récente, sont des centres universitaires généralement créés sur la base d'un seul établissement, le plus souvent avec une spécialisation dans des domaines de haute technologie. Une fois ce statut reçu, elles sont souvent conduites à absorber des instituts techniques, de recherche hautement spécialisés de la région. Elles visent essentiellement à rapprocher la recherche et l'enseignement, qui étaient traditionnellement séparés en Russie.

La recherche s'effectuait auparavant surtout dans les instituts des Académies des sciences ou dans les centres de recherche liés directement aux ministères. Le statut est décerné aux universités considérées comme les plus performantes dans leur domaine sur la base d'un concours portant sur les efforts de recherche effectués et prévus. **Il s'agit de créer des pôles d'excellence de niveau mondial où seront donc solidement imbriqués recherche et enseignement.** Ce statut est accordé pour 10 ans. **En échange d'engagements spécifiques notamment l'internationalisation, le développement des liens avec les entreprises en R&D, elles reçoivent des financements fédéraux substantiels (45 M€ chacune pendant 5 ans) et doivent cofinancer leur programme de développement (à hauteur de 20 %).** Les UNR actuelles ont été établies en trois périodes : 2 (sans concours) en 2008 (MIFI et MISiS), 12 en 2009 et 15 en 2010 (sur concours).

En 2012, a également été mené un monitoring de l'efficience des EES publics, qui a eu pour résultat d'en classer 126 comme « non effectifs » (nombre réduit à 30 après une vague de protestations concernant les critères du classement), destinés à être absorbés par d'autres établissements. **En 2013, le président Poutine a donné pour objectif d'ici 2020 de faire entrer cinq EES russes parmi les 100 meilleurs internationaux : 15 EES ont été**

sélectionnés pour atteindre cet objectif, et 42,5 milliards de roubles (soit 1 milliard d'euros) sur 4 ans y sont dédiés dans le cadre du Programme dit « 5-100-2020 ».

Enfin, **une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur est entrée en vigueur au 1er septembre 2013.** Elle institutionnalise notamment le **monitoring annuel des EES, publics et privés, ainsi que la transparence obligatoire des EES sur leurs programmes et leurs conditions d'admission, le tout dans un objectif affiché d'amélioration de la qualité de l'offre russe d'enseignement supérieur, y compris sur la scène internationale.** Elle donne également la possibilité à MGU et SPbGU, aux Universités fédérales, aux UNR, et à cinq autres EES[1] de reconnaître les diplômes des étudiants étrangers poursuivant leurs études au sein de ces établissements.

Pour l'instant, les diplômes de huit EES français, déterminés par leur place dans les classements internationaux, sont automatiquement reconnus en Russie, et un **accord bilatéral de reconnaissance générale des diplômes et niveaux de l'enseignement supérieur devrait être signé prochainement.**

2. Organisation des études

L'entrée dans l'enseignement supérieur

Les étudiants russes entrent dans les établissements d'enseignement supérieur à 17 ans, très généralement sur concours, à l'issue de onze années d'études primaires et secondaires. La sélection est forte et les mieux classés bénéficient d'une scolarité gratuite dans la plupart des universités publiques (étudiants « budgétaires », dont les frais de scolarité sont pris en charge par l'État ; selon un calcul de 170 places budgétaires pour 10 000 habitants). L'attribution par disciplines de ces places budgétaires est un moyen pour l'État russe de favoriser certaines matières comme les sciences de l'ingénieur, les mathématiques et la physique au détriment d'autres parmi lesquelles les sciences humaines et pédagogiques. Les autres étudiants peuvent, quant à eux, entrer dans les établissements d'enseignement supérieur en étant moins bien classés s'ils consentent à payer leurs frais de scolarité (étudiants « sous contrat »). **Les frais sont très variables d'un établissement à l'autre, d'une discipline à l'autre, et dépendent souvent du rang de classement au concours.** Ils peuvent varier de 400 € à 8 000 € par an.

Depuis 2009, aux concours organisés par les facultés et par les EES s'est progressivement substitué l'« Examen unifié d'État » (EGE [2]), une série de tests destinés à unifier l'évaluation des élèves à l'issue des études secondaires. L'admission à l'université repose pour certains EES uniquement sur le résultat au EGE et la prise en compte des résultats dans le secondaire ; pour d'autres, s'ajoute un entretien, et parfois un examen spécifique.

Les cursus

Depuis 2003, le gouvernement russe a fait le choix politique d'adhérer au processus de Bologne qui vise à construire un espace européen de l'enseignement supérieur, induisant le passage au système LMD.

Selon un décret de 2007, à partir du 31 décembre 2010, tous les EES russes étaient censés proposer des cursus conformes au système de Bologne, et à partir de la rentrée 2013, le cursus traditionnel de « spécialiste » était censé avoir disparu. Mais la réforme, qui a rencontré de nombreuses résistances, n'est pas encore achevée. En particulier le système de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS) est très lentement adopté. De plus en plus de grands EES d'État, et de rares établissements privés, sont très ouverts sur l'international. Ils prévoient et octroient actuellement les crédits, ou prévoient de le faire.

Ainsi, deux types de cursus sont toujours proposés par les établissements russes :

- le cursus « traditionnel » de Spécialiste correspond à cinq années d'études supérieures. Il est en voie de résorption, et a vocation à disparaître. Cependant, la formation de « spécialiste(s) » est maintenue pour des formations ayant trait à la sécurité, aux métiers militaires, à la médecine, ainsi qu'à certains métiers artistiques et culturels (une liste de ces formations est validée par le Ministère) ;
- le cursus européen « à deux niveaux » de type Licence-Master, mis en place depuis la rentrée 2011, comprend un *Bakalavriat* (4 ans) suivi d'une *Maguistratura* (2 ans).

Les études doctorales sont considérées en Russie comme « post-universitaires ».

Les diplômes

Bakalavr

Le *Bakalavr* est désormais le premier diplôme de l'enseignement supérieur en Russie. Le cursus complet de *bakalavriat* dure quatre ans et concerne tous les domaines, sauf la médecine à l'exception d'une spécialité « soins infirmiers ». Le *Bakalavr* est reconnu comme diplôme de formation professionnelle supérieure. Il permet à son détenteur d'exercer une activité professionnelle, de poursuivre ses études dans la même voie en *Maguistratura* ou de se réorienter.

1- MGIMO, Université de Finances, Université de l'Amitié des Peuples, RANEPA, Université maritime de Saint-Pétersbourg
2- EGE : se prononce « yégué » en russe

Spécialiste

Le diplôme traditionnel de Spécialiste sanctionne cinq années d'études supérieures et couvre toutes les spécialités. Il s'agit d'une formation diplômante à visée professionnelle : le Spécialiste est assorti d'un qualificatif comme par exemple « ingénieur », « économiste », « agronome », « mathématicien », « linguiste », « médecin », etc. Le diplôme d'État ouvre l'accès à la pratique professionnelle correspondante, mais l'étudiant peut également poursuivre en *Maguistratura,* ou bien s'inscrire directement en *Aspirantura* (Doctorat).

Maguistr

Le diplôme de *Maguistr* s'obtient en deux ans après le *Bakalavriat* ou en un an au moins après le diplôme de Spécialiste, si l'on suit le cursus « traditionnel ». Ce diplôme d'État permet l'exercice d'une activité professionnelle. Tout comme le diplôme de Spécialiste, il permet de poursuivre un cursus « post-universitaire », c'est-à-dire de préparer une thèse en *Aspirantura.*

Kandidat naouk (Doctorat), à l'issue de *l'Aspirantura*

Le Doctorat, connu sous le nom d'*Aspirantura,* et rebaptisé dans la nouvelle loi sur l'enseignement « programme de préparation des cadres hautement qualifiés », est un cursus à part entière, à distinguer du parcours dit « universitaire ». Ce parcours dure trois ans, au cours duquel le doctorant doit passer plusieurs examens avant de soutenir sa thèse. À l'issue de la soutenance, il obtient le grade de « *Kandidat naouk* » (« candidat ès sciences ») dans la discipline considérée. S'il occupe une fonction dans l'enseignement supérieur, elle est comparable à celle d'un maître de conférences en France.

Doktor naouk, à l'issue de la *Doktorantura*

La *Doktorantura* est un cursus débouchant sur une qualification supérieure ouverte au « *Kandidat naouk* », et confère, à l'issue d'une soutenance, le grade de « *Doktor naouk* » (« docteur ès sciences »). Elle repose sur la rédaction d'une thèse de haut niveau. Elle peut être comparée à l'ancien Doctorat d'État, ou à l'actuelle HDR (habilitation à diriger des recherches). Pour pouvoir postuler aux fonctions de Professeur dans l'université russe, il faut être *Doktor naouk*.

	Cursus traditionnel (en voie de résorption)	Cursus « européen » (désormais la norme)
9		*Aspirantura* > Diplôme de « *Kandidat Naouk* » (Docteur)
8	*Aspirantura* > Diplôme de « *Kandidat Naouk* » (Docteur)	*Aspirantura*
7	*Aspirantura*	*Aspirantura*
6	*Aspirantura*	*Maguistratura* 2ème année > Diplôme de *Maguistr*
5	*Specialitet* > Diplôme de Spécialiste	*Maguistratura* 1ère année
4	*Specialitet*	*Bakalavriat* 4ème année > Diplôme de *Bakalavr*
3	*Specialitet*	*Bakalavriat* 3ème année
2	*Specialitet*	*Bakalavriat* 2ème année
1	*Specialitet*	*Bakalavriat* 1ère année

17 ans : *Attestat* puis EGE (examen unifié d'État) - concours d'entrée à l'université après 11 ans d'enseignement primaire et secondaire

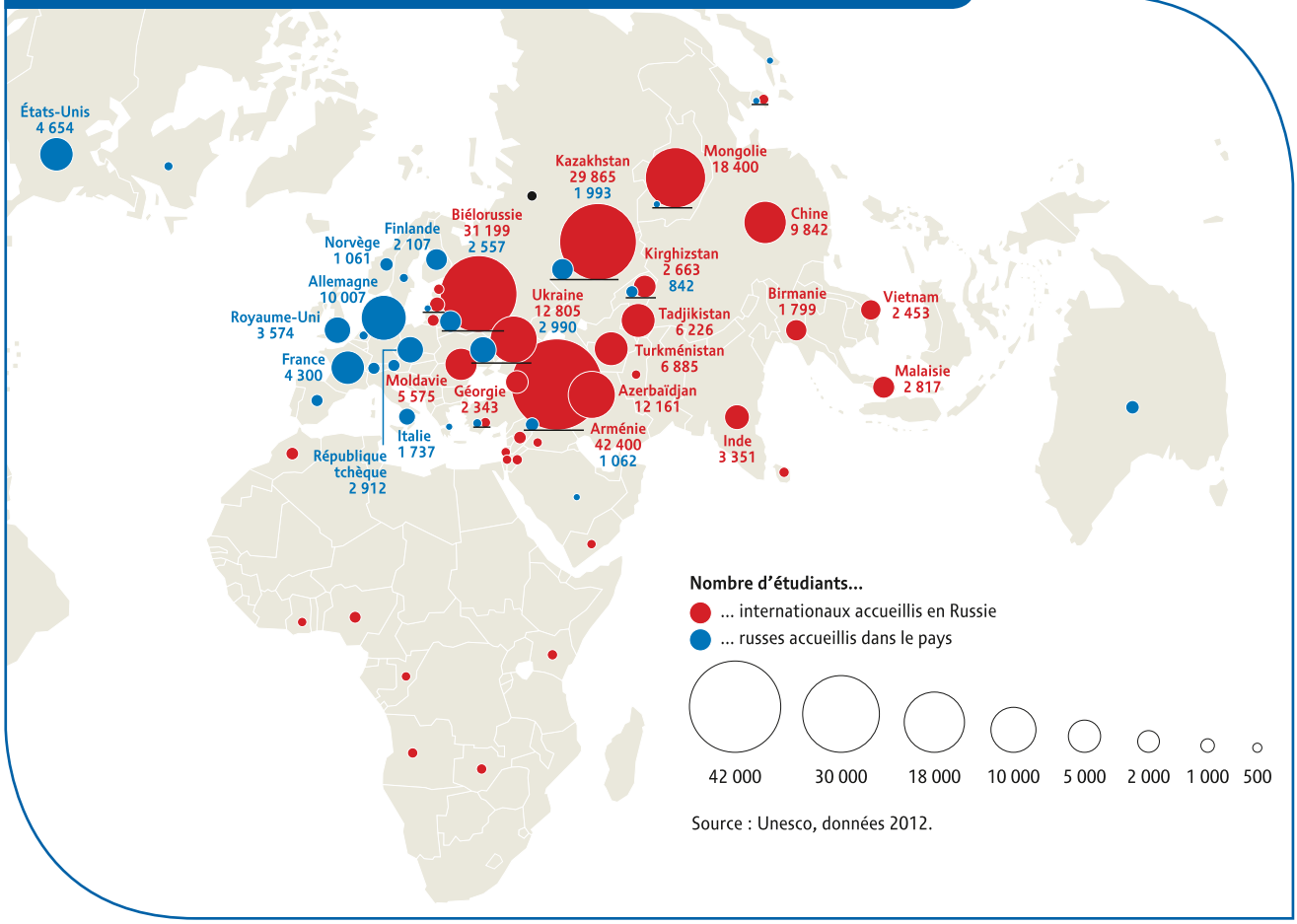
Université d'État de Moscou

PARTIE 2

L'internationalisation de l'enseignement supérieur russe

1. La Russie, pays d'accueil et d'envoi des étudiants internationaux

Les étudiants internationaux en Russie et la mobilité des étudiants russes (2012)



Source : Unesco, données 2012.

Population étudiante

	2009	2009	2010	2011	2012	Évolution 2008-2012
Nombre total d'étudiants russes	9 370 428	9 446 408	9 330 115	9 330 115*	9 330 115*	- 0,4 %
dont en mobilité internationale	43 825	46 687	49 633	48 895	51 171	16,8 %
Soit en % des étudiants russes	0,47 %	0,49 %	0,53 %	0,52 %	0,55 %	-

** Chiffres de 2010*
Source : Unesco

Mobilité entrante et sortante en Russie : l'importance des pays de l'espace post-soviétique

Répartition des étudiants russes par pays d'accueil (2012)

Pays d'accueil	2012	Part du total
Total étudiants russes en mobilité	51 171	100,0 %
Allemagne	10 007	19,6 %
États-Unis	4 654	9,1 %
France	4 300	8,4 %
Royaume-Uni	3 574	7,0 %
Ukraine	2 990	5,8 %

Source : Unesco

Répartition des étudiants internationaux en Russie (2012)

Pays d'origine	2012	Part du total
Total étudiants internationaux accueillis	173 627	100,0 %
Biélorussie	31 199	18,0 %
Kazakhstan	29 865	17,2 %
Ukraine	12 805	7,4 %
Azerbaïdjan	12 161	7,0 %
Ouzbékistan	11 343	6,5 %

Les cinq premiers pays d'origine des étudiants étrangers en Russie sont tous de l'ancien bloc : Biélorussie, Kazakhstan, Ukraine, Azerbaïdjan et Ouzbékistan. Ensemble, ils comptent pour 56 % du total.

A l'inverse, seule l'Ukraine figure parmi les 5 premiers pays d'accueil des étudiants russes et vient en cinquième position, avec 2 990 étudiants russes, soit 5,8 % du total. Cependant, il est probable que la crise ukrainienne réduise la mobilité entre les deux pays. Actuellement, les pays de l'ancienne URSS accueillent environ 20 % du total des étudiants russes en mobilité. En sixième position, avec 9 842 étudiants en mobilité en Russie, la Chine est le premier pays d'origine qui ne soit pas du bloc soviétique ; l'Allemagne, premier pays d'accueil des étudiants russes est également le premier pays occidental d'origine, elle vient toutefois en 47e position avec moins de 200 étudiants allemands en mobilité en Russie.

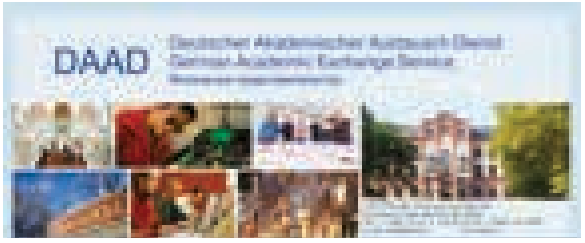
2. Les actions de promotion des principaux pays d'accueil des étudiants russes

L'Allemagne, pays leader

Allemagne
10 007
étudiants russes en 2012, 19,6 % du total
(Source : Unesco)

La Russie fait partie des quinze pays où le DAAD a ouvert des représentations. Il est le relais incontournable dans la mise en œuvre d'une politique allemande ambitieuse dans le domaine de la mobilité étudiante et de la coopération universitaire mais aussi des échanges scientifiques et culturels. Il assure la promotion de 236 établissements et 124 organisations étudiantes, dans lesquels plus de 10 000 étudiants russes se sont inscrits en 2012[1].

La première représentation du DAAD en Russie a été ouverte en janvier 1993 à Moscou. Ce bureau coordonne les programmes et les activités du DAAD en Russie, et notamment celles des trois représentations en région, appelées Centres



d'information à Saint-Pétersbourg, à Novossibirsk et, récemment ouverte, à Kazan. La coopération allemande s'appuie également sur un réseau dense et bien implanté de lecteurs correspondants dans 30 universités, ainsi que de six lecteurs stagiaires et de trois professeurs allemands présents dans 20 villes de Russie. Elle dispose pour cela d'un considérable budget annuel de près de 20 millions d'euros.

700 partenariats (recensés par la conférence des recteurs) lient les universités russes et allemandes dont 142 sont soutenus par le DAAD. Le DAAD accompagne et finance une dizaine de programmes de double-diplômes, soutient dix programmes de formation en Russie en langue allemande et cinq centres russo-allemands de recherche dans différents domaines : économie, droit, littérature et culture, sciences sociales, et physique.

1- Source : UNESCO

Le DAAD propose également une vingtaine de programmes de bourses spécifiques pour les Russes. En 2012, 3 775 étudiants chercheurs, doctorants et managers sont partis en Allemagne dans le cadre d'une mobilité financée par le DAAD, pour un séjour allant de quelques semaines à deux années. De plus, 1 200 bourses ont été attribuées à des Allemands pour une mobilité en Russie.

Depuis dix ans, le DAAD développe des programmes bilatéraux cofinancés avec les institutions russes, les gouvernements fédéral et locaux, et les universités, parmi lesquels les programmes « Mikhaïl Lomonosov » et « Emmanuel Kant », mis en place respectivement en 2003 et 2005. Cofinancés par le Ministère russe de l'Éducation et de la Science, ils sont destinés aux doctorants et jeunes chercheurs menant leurs travaux dans les domaines des sciences techniques et naturelles, et dans les sphères des sciences humaines, sociales, économiques, et juridiques. En 2011, trois programmes cofinancés par des universités ont été mis en place pour le soutien de jeunes chercheurs : le programme « Vladimir Vernadski » avec la MGU, le programme « Dmitri Mendeleev » avec la SPbGU, le programme « Ivan Goubkin » avec l'Université d'État Goubkine du Pétrole et du Gaz.

Les États-Unis, à la reconquête des étudiants russes

D'après l'UNESCO, près de 4 700 étudiants russes se sont inscrits dans les établissements américains au cours de l'année universitaire 2012[1]. Ce chiffre est en stagnation depuis plusieurs années. La mobilité russe vers les États-Unis a baissé de près de 30 % depuis 1999 où elle culminait à 7 000 étudiants russes inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur américains. Les États-Unis sont entrés dans une stratégie de reconquête qui explique sans doute le développement de partenariats. Cette orientation stratégique prend forme dans le *Memorandum of Understanding* relatif à la coopération entre les deux pays en matière d'échanges académiques, signé en janvier 2012 par l'Ambassadeur des États-Unis et par le Ministre russe de l'Éducation M. Fursenko.

États-Unis
4 654
étudiants russes en 2012, 9,1 % du total
(Source : Unesco)

La coopération académique américaine avec la Russie s'appuie sur deux structures financées par le bureau des affaires culturelles et éducatives du Département d'État qui travaillent en étroite collaboration avec l'Ambassade des États-Unis en Russie : les centres d'information *EducationUSA* et l'Institut de l'Éducation Internationale (IIE) qui gère les grands programmes d'échanges et de bourses. Les premières représentations de l'IIE et d'*EducationUSA* ont été ouvertes à Moscou en 1993.

EducationUSA compte aujourd'hui quatre centres en région et son réseau s'étend aux trois consulats américains et à la vingtaine d'*American corners* placés dans des bibliothèques publiques qui constituent des points de contacts sur tout le territoire russe. Le réseau s'occupe d'informer les étudiants sur l'offre de formation aux États-Unis et de les guider dans les procédures de candidature dans les universités américaines. *EducationUSA* travaille directement avec les universités américaines en mettant en place des vidéoconférences régulières et des réunions avec les représentants de ces établissements lorsqu'ils viennent en Russie. L'agence américaine participe également aux grands salons consacrés à l'éducation dans les villes où elle est implantée.

Outre l'élaboration des rapports annuels sur la mobilité étudiante vers les États-Unis *« Open doors »,* l'*Institute of International Education (IIE)* est en charge de la gestion des programmes de bourses du gouvernement américain : le programme *Fulbright,* mais aussi ceux de la Fondation Ford, du *New York University Abu Dhabi Global Scholars Program,* et plusieurs programmes financés par des entreprises (Alcoa, PepsiCo, et Exxon-Mobil).

Le programme *Fulbright* décline de nombreux sous-programmes d'échanges et de bourses pour les Russes. La majorité vise les doctorants, les chercheurs post-doctoraux, et les chercheurs à fort potentiel du monde entier. Les autres programmes sont à destination des professeurs d'anglais, des enseignants, des cadres de l'administration universitaire, tout particulièrement des services internationaux en charge des étudiants étrangers. Des programmes symétriques existent pour les citoyens américains désirant étudier en Russie. Sur la base du *Memorandum of Understanding,* le programme *Fulbright* devrait être élargi pour favoriser la mobilité américaine vers la Russie. Dans ce but, et dans un contexte de forte contrainte budgétaire, la stratégie de l'IIE est de développer les programmes cofinancés avec le gouvernement russe.

La majorité de la mobilité étudiante vers les États-Unis se fait de façon individuelle et les partenariats commencent à prendre plus d'ampleur. Il n'existe pas à ce jour de chiffre officiel concernant les partenariats entre les universités russes et américaines ni d'organisme chargé de centraliser ces partenariats noués au cas par cas. Une grande attention est enfin portée au développement d'un réseau des anciens, fort des 75 000 russes ayant suivi une formation aux États-Unis ces trente dernières années. L'Ambassade américaine à Moscou et les trois consulats à Saint-Pétersbourg, à Ekaterinbourg et à Vladivostok sont chargés de

1- D'après le rapport *Open Door*, 4 900 étudiants russes se sont inscrits dans les établissements américains en 2012-2013

structurer et d'animer ce réseau. Des événements, qui vont des simples rencontres d'anciens à des ateliers dans des secteurs professionnels définis, sont organisés dans les villes de région. Le gouvernement américain subventionne (entre 3 000 et 25 000 dollars) des projets développés par d'anciens étudiants et boursiers.

Le Royaume-Uni

30 000 visas étudiants sont délivrés chaque année pour des étudiants russes en mobilité courte et longue. Ce chiffre reflète le succès des programmes linguistiques et des *language trainings.* Quatrième pays d'accueil, le Royaume-Uni accueillait en 2012 près de 4 000 étudiants russes dans ses établissements d'enseignement supérieur britanniques[1].

Royaume-Uni
3 574
étudiants russes en 2012,
7,0 % du total
(Source : Unesco)

L'action du *British Council,* opérateur de la politique d'échanges éducatifs en Russie, a été affaiblie par la fermeture de ses bureaux en décembre 2007, qui a fait suite au conflit diplomatique ayant opposé la Russie et le Royaume-Uni. Avant cette date, le *British Council* disposait de deux centres en région, à Saint-Pétersbourg et à Ekaterinbourg. Il n'est désormais présent qu'à Moscou. En matière de coopération universitaire, son action se limite à un rôle de médiateur par l'organisation de conférences ou de rencontres *ad hoc* entre établissements russes et britanniques. Il ne dispose pas d'activité ou de personnel dédiés à la promotion de l'enseignement supérieur britannique en Russie. La nouvelle page du site internet du *British Council* dédiée aux études au Royaume-Uni, traduite en russe, constitue pour les étudiants russes l'unique portail d'accès aux universités et écoles britannique. 2014 pourrait marquer le retour dans la course du British Council qui a prévu plusieurs grands événements universitaires à l'occasion de l'année du Royaume-Uni en Russie : trois journées de rencontres étudiantes avec 65 établissements d'enseignement britanniques à Moscou et Saint-Pétersbourg à l'automne 2014, et la relance du Club Alumni britannique BAC, créé en 1998.

Les étudiants russes peuvent être éligibles à des bourses du gouvernement qui sont attribuées par l'Ambassade de Grande-Bretagne. Elles sont regroupées au sein du programme international de bourses *Chevening*. Certaines sont cofinancées par la banque HSBC, la *Kingston University London*, l'*University of Westminster* et la *Sheffield Hallam University*. Pour l'année universitaire 2012-2013, 15 étudiants russes ont bénéficié d'une bourse pour une formation en troisième cycle (MA, LLM, MSc…) au Royaume-Uni.

Les Pays-Bas, une stratégie volontariste

Les Pays-Bas font preuve d'un grand dynamisme pour inciter les étudiants russes à s'inscrire dans l'une des 70 universités néerlandaises. La Russie fait en effet partie des dix pays-cibles où le NUFFIC Neso (*Netherlands EducationSupport Office*) a ouvert une représentation.

Pays-Bas
556
étudiants russes en 2012,
1,1 % du total
(Source : Unesco)

Le Neso est actif en Russie depuis 2009 (bureau ouvert à Moscou). En cinq ans (2007- 2012), la mobilité étudiante vers les Pays-Bas a augmenté de 68 %. Un rapport publié en 2013 fait état de 97 partenariats entre les deux pays, dont 64 accords de coopération avec des universités de recherche et 33 avec des universités de sciences appliquées.

1- Source : UNESCO

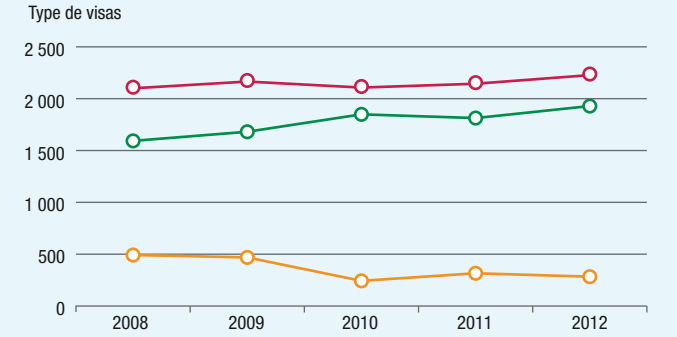
PARTIE 3

Le dispositif d'attractivité de la France

1. La mobilité des étudiants russes vers la France

En 2012-2013, la France a accueilli 4 984 étudiants russes parmi lesquels 3 838 (77 %) étaient inscrits en université.

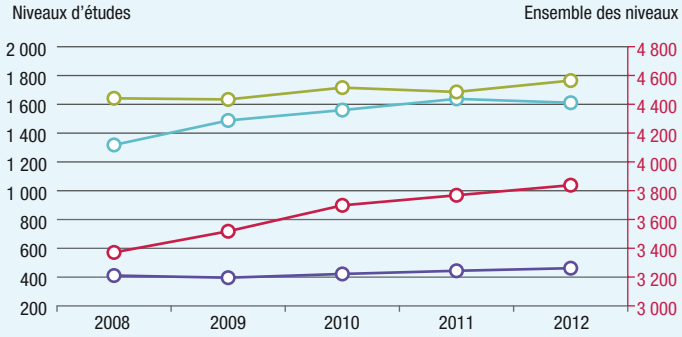
Évolution du nombre de visas nationaux pour études délivrés aux étudiants russes depuis 2008



	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2008-2012
Visas court séjour	492	469	243	316	283	-42,5 %
Visas > à 3 mois	1 593	1 681	1 849	1 813	1 929	21,1 %
Total	**2 085**	**2 150**	**2 092**	**2 129**	**2 212**	**6,1 %**

Source : Ministère de l'Intérieur

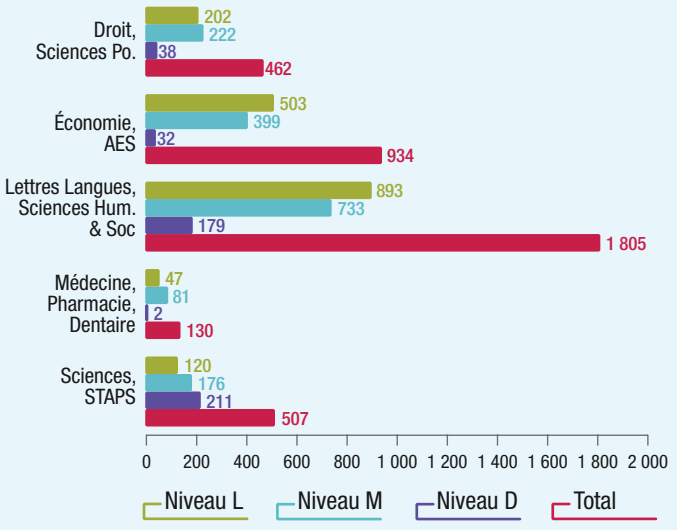
Évolution des effectifs des étudiants russes par niveau dans les universités françaises depuis 2008



	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2008-2012
Niveau L	1 642	1 634	1 716	1 686	1 765	7,5 %
Niveau M	1 318	1 488	1 560	1 638	1 611	22,2 %
Niveau D	411	396	422	444	462	12,4 %
Total	**3 371**	**3 518**	**3 698**	**3 768**	**3 838**	**13,9 %**

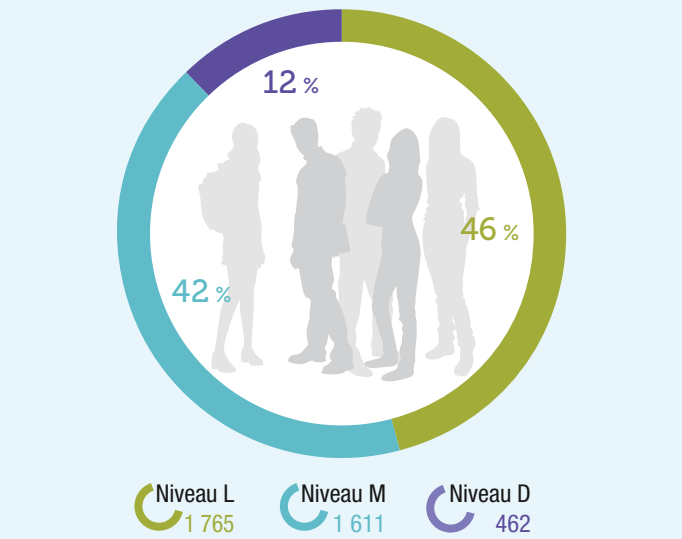
Sources : MENESR-DGESIP-DGRI-SIES

Répartition des étudiants russes par discipline et par niveau dans les universités françaises en 2012-2013



Sources : MENESR-DGESIP-DGRI-SIES

Répartition des étudiants russes par niveau en 2012-2013



Sources : MENESR-DGESIP-DGRI-SIES

La France est la troisième destination des étudiants russes et a accueilli, en 2012-2013, 4 984 étudiants russes, dont 3 838 inscrits en université, soit une augmentation de 13,9 % en cinq ans[1]. Les étudiants russes se répartissaient de la manière suivante dans les universités françaises en 2012-2013 : 46 % en Licence, 42 % en Master, 12 % en Doctorat.

Plus de 2 000 étudiants russes ont demandé un visa pour études d'une durée supérieure à trois mois en 2012. Une part croissante de la mobilité étudiante s'inscrit dans le cadre de coopérations structurées, échange ou double diplôme (aujourd'hui plus de 50 %). Ces étudiants, majoritairement des femmes (environ 75 %), proviennent essentiellement de Moscou (plus de la moitié) et de Saint-Pétersbourg (20 %) (Données Ambassade de France en Russie).

Afin de soutenir la mobilité vers la France, l'Ambassade propose chaque année des bourses accordées en priorité aux étudiants qui poursuivent leurs études en deuxième année de Master dans des domaines définis comme prioritaires (sciences, ingénierie…). Campus France assure la gestion de ces bourses et l'accompagnement des boursiers tout au long de leur séjour d'études en France. À niveau égal, la sélection privilégie les étudiants des régions, qui ont moins d'opportunités d'études et de financements que dans les capitales. En 2013, 161 bourses ont été attribuées dont 71 bourses d'études complètes (de 9 mois, avec versement d'indemnité de vie), via un système de candidatures en ligne (http://www.bgfrussie.ru/fr) – mais cela reste insuffisant au vu des potentialités qu'offre la Russie. L'Ambassade de France en Russie travaille activement sur le développement de programmes de bourses cofinancées avec les entreprises et universités françaises et russes (réalisé avec, notamment, RUSAL, Auchan, ENS Cachan, MISIS en discussion avec notamment Renault-AvtoVaz, Décathlon, et d'autres) ainsi qu'avec les régions russes (Programme Henri Poincaré avec la République du Tatarstan ; en discussion avec entre autres Samara, Tomsk et la Yakoutie).

Salon Begin Group à Moscou

2. Campus France en Russie

Afin de répondre au défi géographique que représente l'immensité du territoire russe, les services de coopération ont opté pour une structure décentralisée. Les premiers bureaux EduFrance ont ainsi vu le jour dès 2001 à Moscou et à Saint-Pétersbourg, avant de s'étendre aux villes de Samara, Ekaterinbourg, Novossibirsk et Nijni Novgorod. Depuis 2007, la Russie a rejoint la liste des pays à procédure CEF[2]. Campus France assure également, grâce à un réseau de professeurs de français bénévoles et aux Alliances françaises, un contact régulier avec les étudiants dans 25 villes de Russie.

Le réseau Campus France en Russie

Le dispositif Campus France en Russie est constitué par un réseau de cinq représentations situées d'une part dans l'Institut Français de Russie à Moscou et à Saint-Pétersbourg, et d'autre part dans trois des Alliances françaises de Russie (Ekaterinbourg, Novossibirsk et Samara), auxquelles sont reliés 25 points d'information Campus France répartis sur tout le territoire de la Fédération dans les universités partenaires de l'Ambassade de France ainsi que dans les Alliances françaises non pourvues d'Espaces (Saratov, Rostov-sur-le Don, Irkoutsk, Vladivostok, etc.). Le réseau est animé par le coordinateur des Espaces à l'Institut français de Moscou. (Voir carte p.19 : le réseau culturel et éducatif français)

1- Données MENESR-DGESIP-DGRI-SIES

2- La procédure des Centres pour les Études en France, dite procédure CEF, permet au candidat à des études en France de bénéficier d'un appui et de conseils pour l'ensemble de ses démarches jusqu'à la demande de visa et de suivre l'évolution de son dossier électronique. Le candidat accède, à partir du site Campus France de son pays et après la création d'un compte CEF, à une procédure dématérialisée qui lui permet de formuler des demandes de formation et d'avoir un cadre de dialogue avec l'Espace Campus France de son pays et avec les établissements auprès desquels il sollicite une pré-inscription. La procédure CEF résulte de la signature par les Ministères des Affaires étrangères, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de la Culture et de la Communication et des conférences d'établissements, d'une convention qui instaure la mise en place du dispositif CEF d'information et de communication en ligne entre les étudiants étrangers non européens, les établissements d'enseignement supérieur et les postes diplomatiques et consulaires. Les étudiants étrangers bénéficient actuellement de cet outil dans 32 pays dans le monde.

Salon étudiant à Ekaterinbourg

Les actions de promotion

En dehors des salons organisés à l'initiative du secteur universitaire de l'Ambassade de France et de l'Agence Campus France, d'autres actions sont conduites pour promouvoir les études en France :

- Participation à des salons de promotion des études supérieures : les Espaces de Moscou et Saint-Pétersbourg participent aux grands salons de promotion des études supérieures avec des organismes spécialisés russes, Begin Group et ICIEP. Les autres Espaces sont présents sur des événements similaires qui se déroulent dans leurs régions respectives ;
- Journées portes ouvertes au sein des Espaces ;
- Conférences sur l'enseignement supérieur français dans les établissements d'enseignement supérieur en région, dans les Alliances françaises (possible aussi en videoconférence), au lycée français de Moscou, et dans les classes bilingues ;
- Participation aux forums, organisés par l'Ambassade de France, associant les universités et les entreprises françaises et russes, à vocation sectorielle (transport ferroviaire, agriculture) ou généraliste (forums « Premier Emploi »), afin de valoriser les possibilités d'emploi et de carrière après des études en France ;
- Actions dans les médias (site Campus France, réseaux sociaux, articles généralistes et encarts publicitaires dans des revues spécialisées, bannières sur des sites internet éducatifs,...).

Salon Begin Group à Moscou

Les services proposés par les partenaires des Espaces Campus France

L'organisation de tests et la délivrance de diplômes de français (TCF, TCF-DAP, DELF, DALF) est assurée au sein des institutions (Institut français à Moscou et à Saint-Pétersbourg, Alliances françaises) hébergeant les Espaces Campus France. Des tests pour les étudiants souhaitant suivre des études de gestion (Tage-Mage, Gmat) et des sessions de recrutement (Pass-World, SAI, ESIT) sont organisés à l'Institut français de Moscou en relation avec l'Espace Campus France. Les Espaces participent également à des entretiens conjoints (entretiens de recrutement et entretien CEF) sur place ou par téléphone avec des établissements d'enseignement supérieur français.

Équipe de Campus France Russie réunie à Moscou pour une formation, juin 2014

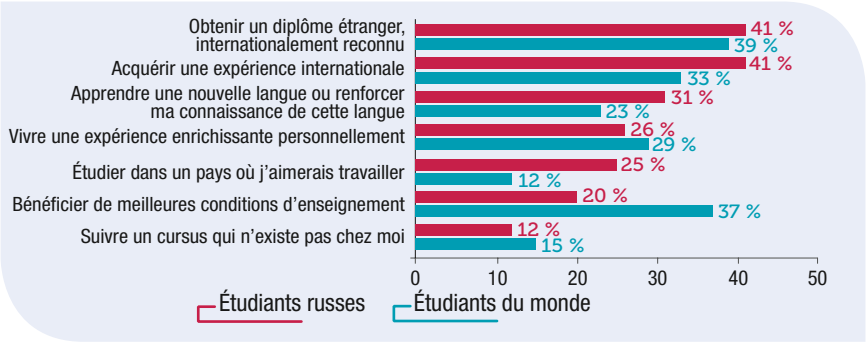
TNS Sofres

CAMPUS FRANCE
campusfrance.org

Baromètre Campus France / TNS Sofres 2013 : Focus Étudiants russes

Baromètre online réalisé par TNS de juillet à octobre 2013 auprès de 20 000 étudiants dont 368 étudiants russes (162 nouveaux arrivants en France et 212 ayant engagé ou terminé leurs études en France)

Les déterminants du séjour



21,6 % ont déjà étudié à l'étranger

78,3 % choisissent la France comme premier pays d'études à l'étranger

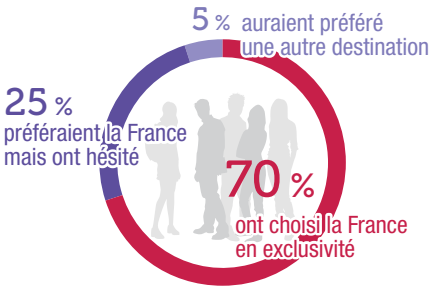
Ce qu'il faut retenir

Les étudiants russes sont à la recherche d'une expérience internationale, d'un apprentissage des langues mais également de débouchés professionnels. Ceux qui choisissent la France sont attirés par la langue, la qualité de l'enseignement et la qualité de vie. C'est souvent leur première expérience internationale et le choix de la France est exclusif dans 70 % des cas ou celui du cœur dans 95%. Pour se renseigner et se préparer, ils s'appuient avant tout sur Campus France et notamment son site Internet.

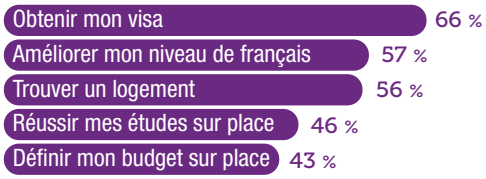
Les 10 raisons du choix de la France

1	Pour apprendre ou améliorer mon niveau de français	**52 %**
2	Pour la qualité de la formation en France	52 %
3	Pour l'intérêt culturel de la France	**51 %**
4	Pour ma connaissance de la langue française	33 %
5	Pour la réputation des établissements ou des enseignants en France	32 %
6	Pour le coût des études en France	28 %
7	Pour venir étudier en Europe	**28 %**
8	Pour la qualité de la vie quotidienne en France	27 %
9	Pour l'art de vivre à la française	26 %
10	Pour la valeur des diplômes français	23 %

Le choix du cœur



Principales préoccupations des étudiants russes avant leur venue en france



Les sources d'informations privilégiées

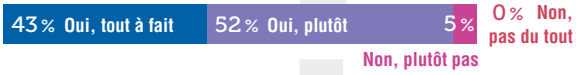
- **69 %** Site Internet **Campus France**
- **47 %** Autres sites Internet
- **38 %** Espaces / correspondants **Campus France**
- **36 %** Entourage (famille, amis)
- **35 %** Autres lieux officiels d'information : *Alliances françaises, Ambassade de France ...*
- **29 %** Réseaux sociaux en ligne *(facebook, twitter)*
- **27 %** Établissements universitaires

Le bilan des séjours d'études en France par les étudiants russes

Avez-vous été satisfait des conditions d'accueil…

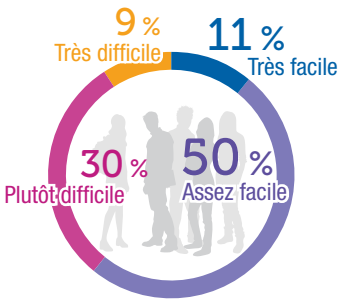
… de la France en général

… de l'Établissement



… des étudiants français

Estiment que leur intégration en France a été…



D'accord sur le fait que mon séjour d'études en France…

… a contribué à mon enrichissement personnel	99 %
… a valorisé mon cursus universitaire	81 %
… a favorisé mon insertion professionnelle	76 %
… m'est aujourd'hui utile dans le cadre de mon activité professionnelle	53 %
… me sera utile demain dans le cadre de mon activité professionnelle	86 %

Niveau de satisfaction détaillé des étudiants russes en cours de séjour

ACCUEIL & INTÉGRATION		
L'accueil des étrangers en France	●	83 %
L'accueil des français	✓	**88 %**
L'intégration sociale	●	79 %
Les procédures administratives	✕	37 %
VIE QUOTIDIENNE		
La qualité de la vie quotidienne	✓	**92 %**
L'art de vivre à la française	✓	**95 %**
Les sorties, possibilités de loisirs	✓	**88 %**
L'intérêt culturel	✓	**96 %**
L'intérêt touristique	✓	**100 %**
ENSEIGNEMENT		
La qualité de l'enseignement	✓	**88 %**
Les méthodes d'enseignement	●	80 %
Le système de notation	●	71 %
La qualité des infrastructures sur le campus	●	79 %
DÉPENSES		
Le système de santé	●	71 %
Le coût de la vie	✕	49 %
L'offre de logement	✕	52 %
Le coût du logement	✕	46 %
Le coût des études	●	84 %
BÉNÉFICES FUTURS		
La possibilité de travailler en France après ses études	✕	48 %
La valeur des diplômes	●	**97 %**

Niveau de satisfaction et de recommandation

Niveau de satisfaction à l'issue du séjour

Niveau de prescription de la France après le séjour

Ce qu'il faut retenir

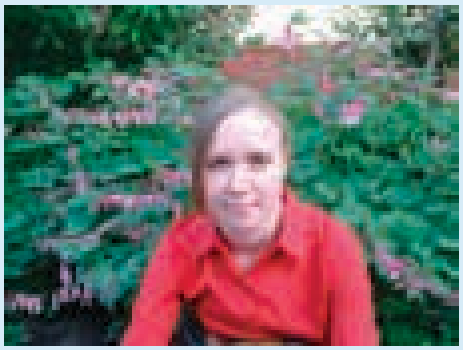
Les étudiants russes sont très largement satisfaits de l'accueil qui leur a été réservé par la France en général ou mieux encore par leur établissement. Ils sont par contre un peu plus partagés sur l'accueil des étudiants français, ce qui explique que pour 39 % l'intégration a pu être un peu difficile au départ.

Au cours du séjour, la vie quotidienne et la qualité de l'enseignement font une quasi unanimité parmi les étudiants également très satisfaits du coût des études et de la santé. Néanmoins, les difficultés pour se loger et les contraintes administratives obligent à nuancer un bilan presque parfait.

De même, si les étudiants ayant terminé leur séjour sont largement convaincus des multiples gains de cette expérience (enrichissement personnel, valorisation du cursus, utilité dans leur activité actuelle, sinon pour le futur parcours professionnel), ils sont nombreux à regretter de n'avoir pu compléter leur séjour d'études par une première expérience professionnelle en France.

Pour conclure, le taux de satisfaction général culmine à 96 % et 9 étudiants sur 10 prescriront la France comme destination d'études.

Témoignage



Témoignage de Sofia Maslovskaïa, étudiante en Master double-diplôme à l'ENSTA ParisTech (École Nationale Supérieure des techniques Avancées), boursière du gouvernement français

Pouvez-vous vous présenter et présenter la formation que vous suivez en France ?

J'ai toujours été passionnée par les sciences. J'ai fait mes études secondaires au centre spécialisé d'études scientifiques à l'Université d'État de Novossibirsk (NGU) avant d'intégrer la faculté de mécanique et mathématiques dans la même université. En quatrième année, j'ai été prise dans le programme de double diplôme avec NGU et l'ENSTA (groupe ParisTech) où j'étudie actuellement les mathématiques en deuxième année.

Pourquoi avez-vous choisi la France pour votre expérience internationale ?

La France a une longue tradition dans l'étude des mathématiques et la liste de mathématiciens français célèbres et de leurs travaux est longue. Par ailleurs, en France, le lien entre les sciences et l'industrie est très développé, les entreprises font de la recherche et c'est ce qui m'intéresse : les mathématiques appliquées. J'ai choisi l'ENSTA qui est une des grandes écoles d'ingénieurs - une structure typiquement française - où l'on reçoit une formation scientifique et technique de haut niveau. Les ingénieurs qui y sont formés sont capables de résoudre des problèmes dans un milieu complexe. Quand j'ai appris qu'il existait un programme de double diplôme dans mon université, j'ai décidé de postuler pour profiter de cette expérience unique.

« L'ENSTA : les ingénieurs qui y sont formés sont capables de résoudre des problèmes dans un milieu complexe. »

Comment se passent vos études en France ? Quelles sont les grandes différences avec l'enseignement en Russie ?

Etudier en français n'est pas simple. Mais il y a tellement de bons côtés que cela vaut le coup de s'accrocher. **L'enseignement en France et en Russie est très différent : l'organisation des cours et des examens, la forme des examens… La formation des ingénieurs en France est très pluridisciplinaire : nous avons des cours de droit, gestion, finance, et beaucoup d'importance est donnée aux langues : les ingénieurs sont préparés à travailler dans un environnement international.** L'étudiant est aussi vite confronté au monde de l'entreprise avec beaucoup de stages : stage ouvrier, stage de recherche puis stage de spécialité…

Quels sont vos projets académiques et professionnels après votre année en France ?

Après l'obtention de mon diplôme, j'aimerais poursuivre mes études à l'ENSTA et intégrer le Master 2 en partenariat avec l'Université Paris-Sud « Equations aux dérivées partielles et analyse numérique » : cette formation va me permettre de suivre des cours plus théoriques de troisième année dans cette université.

Quels conseils ou recommandations donneriez-vous aux futurs étudiants russes et étrangers en France ?

« Cette expérience nous change : vivre, rencontrer et étudier avec des gens différents venant du monde entier. »

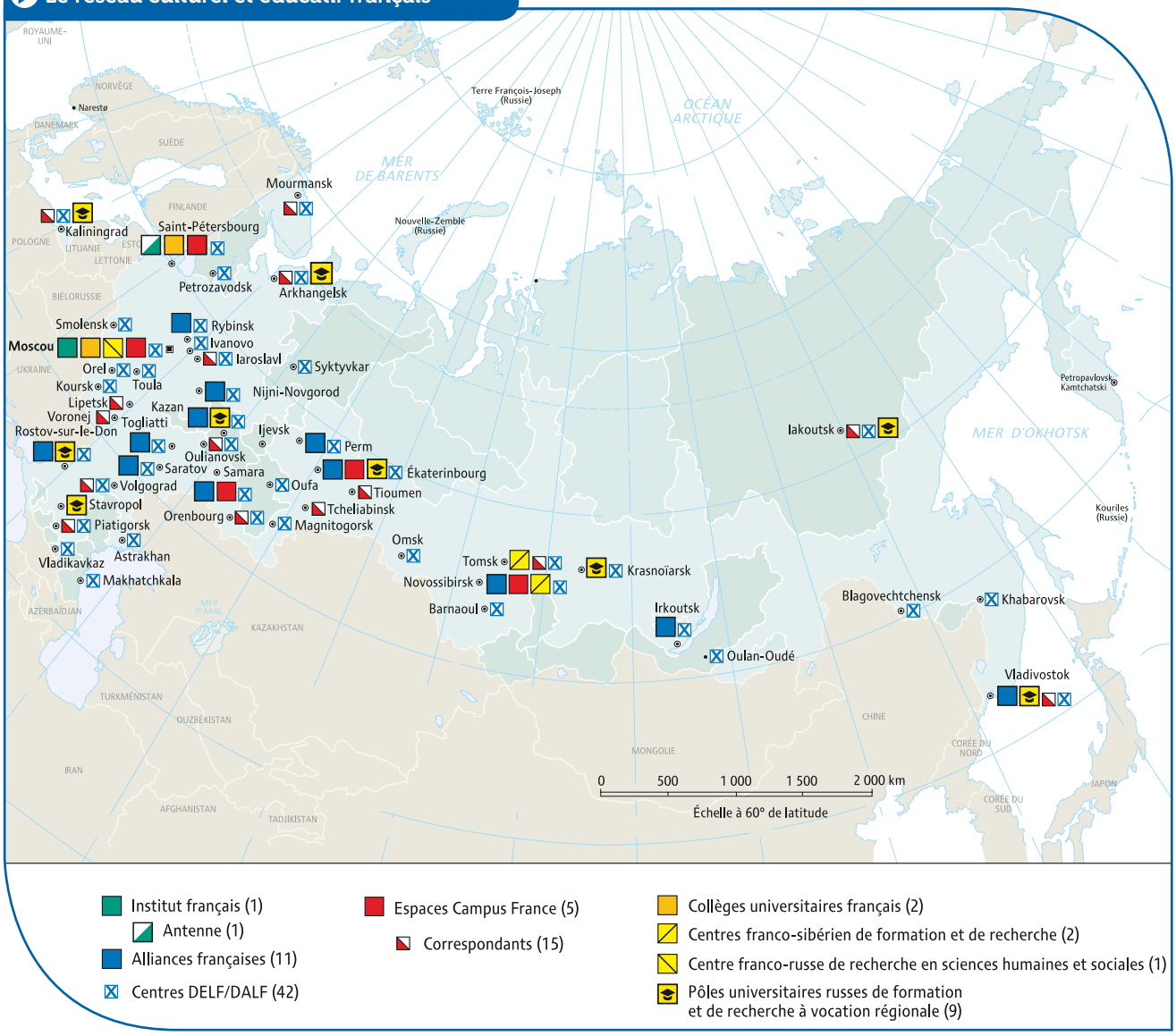
Les conseils que je donnerais : **tenir bon, surtout au début, et ne pas s'enfermer. Il est difficile de s'adapter à un système qu'on ne connaît pas, à un enseignement dans une langue étrangère – en anglais ou en français. Mais finalement, on y arrive et on finit par voir les nombreux avantages.** Cette expérience nous change : vivre dans une autre culture, rencontrer et étudier avec des gens différents venant du monde entier, apprendre d'autres cultures, d'autres visions du monde. **Et bien sûr, le meilleur moyen d'apprendre le français est de parler avec des Français, du système, par exemple, de la sécurité sociale et des assurances, et d'apprendre des choses intéressantes sur la langue, des choses que l'on n'apprend pas en cours de français.**

PARTIE 4

La coopération universitaire et scientifique franco-russe et ses perspectives

1. La francophonie et les actions pour soutenir la langue française

Le réseau culturel et éducatif français



Un contexte défavorable à la langue française

L'enseignement du français en Russie est en baisse constante. L'anglais est aujourd'hui la langue étrangère la plus enseignée et la plus utilisée dans le pays, loin devant l'allemand et le français. L'enseignement de la langue française dans les écoles est menacé, du fait notamment de l'absence d'un enseignement systématique d'une deuxième langue étrangère. On comptait 1 004 000 élèves apprenant le français en 1998 et 333 911 en 2012-2013. On estime aujourd'hui à 10 % le nombre d'établissements qui proposent l'enseignement du français, et à moins de 3 800 le nombre d'enseignants de français dans les écoles (primaire et secondaire confondus). La très grande majorité des élèves est concentrée dans les grandes villes (Moscou et sa région, Saint-Pétersbourg, Ekaterinbourg). La question de la seconde langue est régulièrement évoquée par l'État russe, et pourrait aboutir à une évolution vers l'obligation de son apprentissage. L'importance grandissante accordée par la Russie au rayonnement de la langue russe incite à envisager globalement les questions liées au français en Russie et au russe en France.

Des actions en faveur de la francophonie

L'enseignement bilingue francophone en Russie a connu un développement quantitatif important ces dernières années (10 établissements en 2010, 29 à la rentrée 2013, soit une augmentation de 200 %). Ces filières forment à la langue française et facilitent ainsi l'accès à l'enseignement supérieur français et aux doubles diplômes franco-russes en Russie. Le suivi du parcours en section bilingue, de la 8e à la 11e classe, permet l'obtention d'une attestation délivrée par l'Ambassade de France qui dispense les élèves de test de langue lors de l'inscription dans le système universitaire français. La liaison secondaire/supérieur est l'un des axes de réflexion majeurs de ce poste en matière de promotion de la langue française en Russie.

La situation dans les universités est légèrement différente. En 2008, on comptait environ 200 000 étudiants apprenant le français. Si les filières de formation de spécialistes sont en perte de vitesse et méritent d'être surveillées, le français gagne du terrain dans d'autres domaines. Le développement de postes de lecteurs et d'une offre de cours en français sur objectifs spécifiques l'atteste. Cette évolution correspond à une modification du paysage universitaire russe : les langues attirent moins comme objet d'étude en soi que comme outils mis au service de l'acquisition de savoir-faire.

L'Ambassade de France a mis en place un réseau linguistique d'universités partenaires. Ce réseau, qui a pu compter jusqu'à 150 universités à la fin des années 2000, s'était peu à peu désorganisé. Depuis janvier 2013, 60 conventions (nouvelles conventions ou reconductions) ont été signées. 60 autres universités participent également aux activités du réseau, sans en être encore membre. On note aujourd'hui qu'un grand nombre d'universités techniques rejoignent le réseau. L'adhésion au réseau engage l'université à promouvoir la langue française et les études en France. 29 universités sont centres d'examen DELF/DALF (Diplôme d'Étude en Langue Française/Diplôme Approfondi de Langue Française) et plusieurs sont correspondants Campus France (15).

Le français commence également à apparaître comme langue d'étude et de recherche. Dans le cadre des doubles diplômes, une offre de cours en français de disciplines non linguistiques a été mise en place dans quelques universités. Ce dispositif pourrait s'étendre, notamment dans les universités fédérales et UNR (universités nationales de recherche) qui disposent de financements spécifiques pour la mise en œuvre de ce type de cursus. L'intégration de volets linguistiques dans certains programmes de recherche, la mise en place de colloques étudiants en langue française ou l'apparition de modules de « compétences de recherche en langue étrangère » sont des signes qui témoignent de nouvelles orientations pour la langue française au sein des universités russes que les services français de coopération soutiennent.

2. Les coopérations existantes avec les établissements d'enseignement supérieur français

Les universités fédérales et les universités nationales de recherche, qui reçoivent des crédits considérables du budget fédéral, ont pour priorité le développement de leurs coopérations internationales, notamment avec les établissements d'enseignement supérieur français.

La plupart des universités françaises ont développé leur coopération avec la Russie (plus de 500 accords interuniversitaires d'échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs) et on recense 160 accords de doubles diplômes. Si une part des accords simples est dormante, les doubles diplômes connaissent, en revanche, une expansion considérable (89 accords recensés en 2010). La France est, dans ce domaine, leader incontesté, loin devant l'Allemagne (autour de 80 doubles diplômes) et le Royaume-Uni. C'est en économie-gestion-droit (55 accords) ainsi qu'en ingénierie-technologies-sciences (54) que les accords de double diplôme se sont le plus développés, à l'inverse des disciplines littéraires et des sciences humaines (10). Les EES français et russes prennent en effet conscience du haut

potentiel de coopération dans le domaine des sciences et de l'ingénierie, jusque-là moins activement exploré. Dans les coopérations récemment mises en place, on constate une double évolution : la diversification des disciplines (médecine, agriculture, tourisme) et le souci de débouchés sur le marché international du travail.

La coopération franco-russe en sciences humaines et sociales trouve un cadre privilégié dans deux institutions spécifiques : les Collèges universitaires français de Moscou et de Saint-Pétersbourg qui accueillent plusieurs centaines d'étudiants russes dans 5 filières francophones et russophones (littérature, histoire, sociologie, droit et philosophie). Ils ont fêté leur 20e anniversaire respectivement en 2011 et 2012. Les étudiants obtiennent un niveau Master 1 reconnu par les 9 établissements d'enseignement supérieur français partenaires en cas de demande d'inscription en Master 2.

Des initiatives régionales visent également à développer et valoriser le potentiel de coopération et de recherche de certaines régions russes, comme la Sibérie. S'est ainsi mis en place en 2012-2013 un Centre franco-sibérien de formation et de recherche, sous l'égide de l'Académie des Sciences (branche sibérienne) russe et du CNRS (Centre National de Recherche Scientifique), dont sont membres 26 universités et instituts de recherche français, et 18 russes.

Stand Campus France au salon Éducation et carrière à Samara

Témoignage

Témoignage de Vladimir An, Coordinateur pour la coopération avec la France, Université polytechnique de Tomsk (TPU)

La France est un grand partenaire de la Russie et de notre université. C'est en 2001 qu'a ouvert le centre franco-russe à l'Université technique d'État de Tomsk (TPU) et les premiers contacts avec les universités françaises remontent à cette époque. TPU a, notamment depuis 2007, développé une coopération intense avec la France : 3 programmes de double diplômes ont été ouverts, un en science de l'environnement avec l'Université Paris-Sud, un en nanosciences avec l'Université Joseph Fourier, et un en économie-gestion avec l'Université de Grenoble ; un accord de formation en double diplôme en génie électrique vient d'être signé entre Supélec et TPU à l'initiative d'ERDF (Électricité Réseau Distribution France) pour répondre à un besoin de cadres francophones pour sa filiale en Sibérie. Nous avons par ailleurs 16 accords de coopération simple avec d'autres universités françaises que nous souhaitons élargir : par exemple, les échanges avec l'École Polytechnique mais nous nous heurtons aux différences entre système russe et système français des écoles d'ingénieur pour la mise en place d'un double diplôme dans les énergies renouvelables. Nous sommes de toute façon très incités par le gouvernement fédéral à intensifier les échanges. Nous souhaitons maintenant encourager la mobilité de nos étudiants vers la France par des programmes de bourses.

> « Nous sommes de toute façon très incités par le gouvernement fédéral à intensifier les échanges. »

Nous recevons également des étudiants français : entre un et deux étudiants par programme de double diplôme, deux autres étudiants sont actuellement en échange ; l'un pour un semestre, l'autre pour un an. TPU a une résidence internationale où elle accueille les délégations et les étudiants étrangers.

Témoignage

Témoignage d'Iana lementovitchous, Directrice de l'École Supérieure d'Économie, Université d'État d'Économie de Saint-Pétersbourg

Quel est l'état de la coopération entre l'Université d'Économie et la France ?

Les premiers contacts avec les universités françaises datent de 1990. Les projets que nous avons montés, il y a 25 ans existent toujours aujourd'hui. Le double diplôme avec Paris-Dauphine est toujours là mais a évolué : l'enseignement était à l'origine en français, il est maintenant en anglais et le recrutement s'internationalise. Le programme accueille maintenant beaucoup d'étudiants étrangers. Une constante : la moitié des enseignants vient toujours de Paris.

Nous avons développé une intense coopération avec l'École de Management de Grenoble, notamment pour la formation en alternance des cadres de Schneider Electric.

Un autre programme, tout aussi ancien, est le double diplôme avec l'Université Pierre Mendès-France en économie-gestion au niveau Licence. Les cours y sont dispensés en français et en anglais. La formation se fait à Saint-Pétersbourg avec un voyage d'études en France.

Nous avons développé une intense coopération avec l'École de Management de Grenoble, notamment pour la formation en alternance des cadres de Schneider Electric. L'EM devrait aussi être notre partenaire pour le projet de MBA « Management de l'entreprise pétrolière et gazière en économie globale » destiné aux cadres supérieurs de Gazprom. Nous envisageons de monter un Master en économie de l'énergie et développement durable avec deux volets : pétrole et gaz d'un côté et efficience énergétique de l'autre. Nous avons par ailleurs des échanges informels avec l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) de Paris-Sorbonne *Graduate Business School* dans le domaine des ressources humaines et nous participons à des projets Tempus avec des partenaires français.

Quelles difficultés rencontrez-vous aujourd'hui dans vos projets de coopération ?

La première difficulté aujourd'hui est, bien sûr, de trouver des financements. En outre, du côté russe, le recul du français, même à Saint-Pétersbourg pourtant très francophile, nous a obligé à adapter nos programmes et à proposer un enseignement en anglais. Du côté français, on remarque une baisse de l'intérêt scientifique pour la Russie chez la nouvelle génération des enseignants français. Il n'y a pas d'orientation vers la Russie dans le domaine du management. Mais au-delà de cela, la qualité des interventions des professeurs français invités, elle, ne baisse pas, au contraire !

Vous avez vous-même étudié en France, quelle a été votre carrière ?

J'étais la première boursière du gouvernement français en 1991: je suis partie à l'Université Pierre Mendès-France en 1991 pour étudier la gestion des ressources humaines. J'ai participé ensuite à des programmes de recherche en France qui étaient à l'époque financés par le Ministère du travail. J'ai ensuite fait une thèse en co-tutelle en France. J'ai fait toute ma carrière à la FINEC (ancien nom de l'Université d'État d'Économie de Saint-Pétersbourg) où j'ai développé la coopération avec les entreprises. Je suis maintenant responsable de l'École de formation professionnelle pour les entreprises au sein de la FINEC. En 2013, j'ai été décorée des Palmes académiques au rang d'Officier, cela vient récompenser 25 ans de coopération franco-russe.

3. Les perspectives

La Russie a pris conscience que la modernisation du pays et le développement d'une économie innovante, créatrice d'emplois et de valeur ajoutée, passait par l'internationalisation de ses établissements d'enseignement supérieur. Si certains d'entre eux ont été singularisés (les quinze vainqueurs du concours « 5-100-2020 ») et ont reçu des financements spécifiques du gouvernement fédéral pour intégrer les classements internationaux, tous ont désormais vocation à s'inscrire dans cette logique. Il s'agit d'une opportunité à ne pas manquer pour les établissements français, à condition que ces derniers prennent en compte le changement de paradigme : la réciprocité dans les accords d'échange, l'équilibre des flux, sont désormais des facteurs cruciaux pour les EES russes, jusque récemment handicapés par le départ de leurs meilleurs étudiants à l'étranger, mais devenus plus compétitifs grâce aux moyens importants dévolus à la recherche par l'État russe. Les universités russes ont par ailleurs commencé à lancer des cursus partiellement en anglais pour attirer les étudiants étrangers. Le recul de l'apprentissage du français en Russie, malgré les moyens mis en œuvre par l'Ambassade de France, pourrait être compensé par le **développement, en France, d'une offre de cours en anglais dont les établissements et étudiants russes sont particulièrement demandeurs, évolution récente dont tous les Espaces Campus France en Russie ont pu témoigner.** Parallèlement, l'on constate que la structuration et l'existence de doubles diplômes, dans les EES qui en disposent, constitue un facteur indicatif de nature à développer l'apprentissage du français et la mobilité. Enfin, le potentiel des régions russes reste largement sous-exploité, alors que les capitales sont saturées dans certains domaines (Sciences humaines et sociales, management, économie-gestion) : **les perspectives de développement de la coopération franco-russe passeront nécessairement par une diversification disciplinaire et géographique de la mobilité étudiante.**

« Global Education » est un programme du Gouvernement russe visant à soutenir financièrement la mobilité d'étudiants russes, admis à poursuivre leur formation en Master ou Doctorat dans des établissements d'enseignement supérieur étrangers. *« Global Education »* se donne pour objectifs de soutenir la formation d'excellence d'étudiants de haut niveau destinés à occuper des postes à responsabilité dans l'administration publique ou dans de grandes entreprises nationales russes. Les étudiants qui bénéficieront de ces bourses de mobilité auront l'obligation de revenir travailler au minimum trois ans en Russie.

Les domaines d'études prioritaires relèvent du domaine des sciences, sciences de l'ingénieur, médecine, éducation et management. Les établissements supérieurs actuellement sélectionnés l'ont été en croisant plusieurs classements mondiaux. Actuellement 9 établissements français sont éligibles. Cette liste devrait pouvoir faire l'objet d'un élargissement.

Ce programme annoncé depuis longtemps connaît une renaissance en juin 2014 avec la signature d'un décret pour financer la mobilité d'au minimum 1 500 participants entre 2014 et 2016. L'opérateur du programme a été désigné en septembre 2014 : il s'agira de l'École de management de Skolkovo.

Plus d'information : Alix de Gassart Responsable adjointe du service Europe-CEI. alix.degassart@campusfrance.org.

Un étudiant russe au salon Éducation et carrière à Samara

CAMPUS FRANCE
campusfrance.org

Russie

Le DOSSIER pays RUSSIE est le 22e volume de la collection.

Chacune de ces publications a pour but d'offrir un panorama local en matière d'enseignement supérieur, de décrire le dispositif français de promotion de l'enseignement supérieur dans le pays et de montrer dans quels contextes concurrentiels ce dispositif se déploie.

Directeur de la publication :

Antoine Grassin, Directeur général

Comité éditorial :

Olivier Chiche-Portiche, Directeur de la Coordination géographique ;

Anne Plaine, Responsable du Service Europe-CEI, direction de la coordination géographique ;

Alix de Gassart, Responsable adjointe du service Europe-CEI, direction de la coordination géographique.

Annabelle da Silva, Responsable promotion Service Europe, direction de la coordination géographique ;

Anne Benoit, Directrice de la Communication, de la Presse et des Études ;

Didier Rayon, Responsable des Études et Recherches ; Service de la Communication, de la Presse et des Études ;

Laura Foka, Chargée des Études et des Statistiques, Service de la Communication, de la Presse et des Études.

Ce dossier pays a été rédigé conjointement par :

Charlotte Vogel, Coordinatrice des Espaces Campus France en Russie, Ambassade de France en Russie ;

Fanny Saada, Attachée de coopération universitaire, Ambassade de France en Russie ;

Guillaume Garreta, Attaché de coopération universitaire, Ambassade de France en Russie ;

Virginie Tellier, Attachée de coopération pour le français, Ambassade de France en Russie.

Campus France remercie tout particulièrement Vladimir An, Coordinateur pour la coopération avec la France, Université polytechnique de Tomsk (TPU), Iana Klementovitchous, Directrice de l'École Supérieure d'Économie, Université d'État d'Économie de Saint-Pétersbourg, ainsi que Sofia Maslovskaïa, étudiante à l'ENSTA pour leur témoignage.

Édition : Anne Benoit, anne.benoit@campusfrance.org

Crédits photos tous droits réservés : ©Begin Group, Dp par Eugène Luchinskii

Cartographe : Philippe Rekacewicz - ©2014 geoatlas.com

Réalisation : Agence Huitième Jour - Paris

Impression et diffusion : Desbouis Grésil Imprimeur

Campus France

Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale
28 rue de la Grange aux Belles
75010 Paris

www.campusfrance.org

Les DOSSIERS Campus France sont imprimés sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement

Septembre 2014
ISSN 2117-8496

Placé sous la tutelle des ministres chargés des affaires étrangères et de l'enseignement supérieur et de la recherche, Campus France a pour principales missions la promotion de l'enseignement supérieur français à l'étranger, l'accueil des étudiants étrangers en France et la gestion des boursiers des gouvernements français et étrangers.